

Droits et aides financières pour les aidants

Fiche pratique

Allocations, prise de congé, droit au répit... Décryptage de tous les droits et ressources existants pour aider les aidants à prendre soin de leur proche âgé, malade ou handicapé, dans les meilleures conditions.

Publié le **04/05/2023** - Mis à jour le **28/04/2026**
Rédigé par Equipe Ma Boussole Aidants
7 min de lecture

Sommaire

- Les aides financières pour les aidants familiaux
- Peut-on être rémunéré en tant qu'aidant familial ?
- Quels droits pour les aidants ?
- Où demander de l'aide et de l'information quand on est aidant ?

Adaptation du logement, aides à domicile, centres adaptés, placement en établissement ou résidences... Les solutions et prestations qui participent à la vie quotidienne d'une personne dépendante ont un coût. Dans une majorité de cas, ce sont aux aidants de trouver comment les financer, voire même d'y participer.

Les aides financières pour les aidants familiaux

Il y a peu d'aides financières directement versées à l'aidant, mais d'autres sont accessibles pour votre proche en fonction de sa situation et peuvent vous aider à subvenir à ses besoins :

Pour l'aidant :

- L'allocation Journalière pour les Proches Aidants : permet aux aidants qui bénéficient d'un congé proche aidant (voir plus bas) derecevoir une somme mensuelle (dans la limite de 66 jours)pour compenser le salaire perdu. L'allocation journalière du proche aidant (AJPA) est fixée à 66,64 € par jour en 2026, ou 33,32 € par demi-journée.

Pour les personnes âgées en perte d'autonomie :

Pour les personnes âgées en perte d'autonomie :

- L'allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) : permet de participer en partie ou partiellement au financement des solutions de maintien à domicile ou au loyer d'un logement en établissement (Ehpad) ou résidence (résidence autonomie) pour les personnes âgées dépendantes de plus de 60 ans.
- L'allocation de Solidarité aux personnes Agées (ASPA) : aide financière pour les retraités avec de faibles revenus.
- La Carte Mobilité Inclusion : attribue des droits prioritaires de placement dans les transports en commun, les salles d'attente et les zones de stationnement pour les personnes âgées dépendantes ou handicapées et leurs aidants. Les personnes bénéficiant de la carte mobilité inclusion de type "invalidité" peuvent bénéficier d'aides financières et d'une réduction fiscale.
- Prestation Complémentaire Recours Tierce Personne : permet de financer les aides humaines pour réaliser les actes de la vie quotidienne pour les personnes avec une rente d'incapacité permanente de plus de 80%.

Pour les personnes en situation de handicap :

- La Prestation de Compensation du Handicap (PCH) : aide financière pour les personnes atteintes de handicap ou les parents de mineurs handicapés. Soumise à condition, elle participe au remboursement des frais liés au handicap en matière d'aide technique et humaine.
- L'Allocation aux Adultes Handicapés : complément de revenus attribué sous conditions aux personnes atteintes d'au moins 80% d'incapacité (entre 50 et 80% sur étude de dossier particulière).
- L'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) : complément de revenu attribué, sous conditions, aux parents d'enfants handicapés.

D'autres aides exceptionnelles sont disponibles notamment en fonction des territoires ou de la mutuelle ou caisse de retraite à laquelle vous et votre proche êtes affiliés.

Peut-on être rémunéré en tant qu'aidant familial ?

La prise en compte du statut d'aidant dans les entreprises commence à être approfondie, notamment depuis la mise en place du congé proche aidant. Malgré tout, beaucoup d'entre eux sont obligés de quitter leur emploi. Lorsqu'on cumule plus de 10 heures d'accompagnement d'un proche peut-on être rémunéré comme tel ? Pas exactement. Le statut d'aidant salarié n'existe pas officiellement. Mais votre proche peut vous rémunérer directement comme une aide à domicile, si vous avez complétement ou partiellement cessé votre emploi, sauf pour :

- Les conjoints, concubins ou pacsés car leur union civile officialisée impose un devoir d'entraide non rémunéré au regard de la loi
- Les parents d'enfants mineurs (c'est possible pour les parents d'un enfant majeur ou émancipé qui nécessite une présence constante pour les soins et la vie quotidienne).
- Si vous n'avez pas complétement cessé de travailler
- Les retraités

Afin de bénéficier d'une aide financière, pour vous employer votre proche doit bénéficier de :

- L'allocation aux adultes handicapés (AAH)
- L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- La prestation de compensation du handicap (PCH)

Quels droits pour les aidants ?

Le droit aux congés et absences

Il existe plusieurs types de congés ou d'aménagement d'emploi du temps lorsqu'on s'occupe d'un proche dépendant :

- Le congé proche aidant : permet aux aidants qui accompagnent une personne avec un taux d'incapacité de plus de 80% ou avec un stade de perte d'autonomie évalué entre un GIR 1 et 4, de s'absenter de leur travail pour une durée de trois mois maximum (éventuellement plus si la convention de l'entreprise est plus favorable), renouvelable jusqu'à un an sur l'ensemble de la carrière. Il peut aussi être pris de façon fractionnée (par tranche d'un jour minimum). Possibilité de toucher une allocation journalière proche aidants pour aider à combler la perte de salaire.
- Le congé de présence parentale : 310 jours ouvrés sur une période de 36 mois peuvent être accordés aux parents d'un enfant atteint d'une maladie grave ou d'un handicap, dont l'état de santé nécessite une présence continue de son proche. Pas de rémunération pour ce congé, mais la possibilité de toucher une allocation journalière de présence parentale (AJPP).
- Le congé de solidarité familiale : 3 mois renouvelables une fois sur une durée maximum de 6 mois peuvent être accordés sur demande aux personnes assistant un proche malade ou dépendant, dont le pronostic vital est engagé ou dont la maladie est incurable. Pas de rémunération, mais la possibilité de toucher une allocation journalière d'accompagnement d'un proche en fin de vie.
- Le temps partiel de droit : un aidant procurant des soins à un proche malade peut obtenir un temps partiel dans son entreprise.
- Une autorisation d'absence : un salarié peut obtenir trois jours d'absence en cas de maladie grave d'un conjoint ou d'un parent et six jours pour chacun des parents d'un enfant handicapé avec un taux d'incapacité d'au moins 50%.
- Le don de jour de repos : un salarié peut renoncer à ses jours de congés pour en faire don à un collègue dont l'enfant est gravement malade ou handicapé.

Le droit à la formation

En 2005, la loi Montchamp sur l'égalité des droits et des chances donne aux aidants le droit d'être formés à propos de la maladie qui touche le proche qu'ils accompagnent. Pour connaître les formations disponibles, vous pouvez vous adresser à la Croix-Rouge ou à la Protection Civile en ce qui concerne les premiers secours, puis aux différentes structures de collectivités territoriales proches de chez (CLIC, CCAS, MDPH). L'Association française des aidants propose également des modules de formation en ligne gratuits.

Trouver des formations autour de moi

Le droit au répit

Pour lutter contre l'épuisement physique et psychologique des aidants, le droit au répit permet aux proches dont l'aidé est bénéficiaire de l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) de percevoir une participation financière à toute solution lui permettant de faire une pause. La somme prévue par aidant est de 500 euros par an.

Parmi les solutions de répit proposées aux aidants :

- L'accueil de jour
- L'accueil familial
- L'hébergement temporaire
- [illegible]

Les sejours de vacances (ou sejour de repit)

Trouver une plateforme de répit autour de moi

Où demander de l'aide et de l'information quand on est aidant ?

Démarches, droits, formulaires... Si vous souhaitez obtenir de l'assistance, de l'information ou encore un accompagnement personnalisé, il existe différents types de structures en fonction des départements où trouver un interlocuteur dédié :

- **Le Centre Communal d'Action Social :** accueille, informe et oriente les aidants et leurs proches sur les démarches pour obtenir de l'aide humaine, financière et technique.
- **Le centre local d'information et de coordination gérontologique (CLIC) :** informe et guide les personnes âgées et leurs aidants sur les démarches pour obtenir de l'aide humaine et financière, l'adaptation du logement, le placement en établissement et les séjours de répit.
- **La Maison Départementale des Personnes Handicapée (MDPH) ou Maison départementale de l'autonomie (MDA) :** les MDPH et MDA sont les structures gèrent le dossier MDPH de déclaration de la personne handicapée, l'évaluation de son besoin d'aides humaines et financières, ainsi que les démarches pour les obtenir. Elles gèrent également le placement en établissement scolaire ou médico-social, conseille et informe les personnes handicapées et leur proche sur les solutions à leur portée.
- **La Caisse d'allocation familiale (Caf) :** organisme à l'origine des versements des principales aides financières.
- **Les associations :** Alzheimer, autisme, polyhandicap, cancer... Il existe une multitude d'associations d'aidants et de patients qui connaissent ce que vous vivez et proposent de vous soutenir, vous aider et vous conseiller.